

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 03/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FINISHING FRANCE

15 rue de Goule
25120 Maîche

Références : UID257090/SPR/EDB/2025-1002A
Code AIOT : 0005904703

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement FINISHING FRANCE implanté 15 rue de Goule 25120 Maîche. L'inspection a été annoncée le 29/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'Inspection des Installations Classées pour l'année 2025 .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FINISHING FRANCE
- 15 rue de Goule 25120 Maîche
- Code AIOT : 0005904703

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société FINISHING FRANCE SARL est une succursale de la Société HE FINISHING, domiciliée en SUISSE à la Chaux-de-Fonds, qui est spécialisée depuis 1981 dans la recherche, le développement, la fabrication et la distribution, pour tous procédés matériels et produits chimiques couvrant l'industrie des traitements de surface.

Elle est autorisée à exploiter sur la commune de Maîche, par arrêté préfectoral du 15 avril 2015 des activités de stockage, d'emploi et de préparation de produits chimiques pour l'industrie.

Les activités d'emploi et préparation de produits chimiques n'ont jamais été mises en service (mais non classées) et sont restées basées en Suisse. Le site de Maîche est uniquement un site de transit pour le stockage des produits chimiques fabriqués sur le site Finishing en Suisse destinés à la revente en France et notamment sur le plateau de Maîche.

Aucun salarié ne travaille sur le site. Les produits sont déposés et repris par le personnel de HE Finishing.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stockage substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.2.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.2.5.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.3.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
8	Sols des aires et locaux de stockage	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.4.1.IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 1.2.1.	Sans objet
3	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
7	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.4.1.I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.4.1.V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité sur le site est très en deçà des quantités autorisées. Elle se limite à une activité de stockage de produits chimiques en transit. Seule une partie du sous-sol du bâtiment est occupée par cette activité, le reste des locaux est inoccupé. L'exploitant envisage en 2026 d'installer d'autres activités dans les bâtiments pour ne pas perdre l'espace. L'inspection alerte sur la nécessité de porter à la connaissance du Préfet toute modification notable des installations conformément à l'article R.181-46 II du code de l'environnement.

5 non-conformités ont été relevées :

- Absence de plan général des stockages.
- Plan d'intervention incomplet, absence de justificatif des débits des deux poteaux incendie et absence de justificatif de la vérification des extincteurs de moins d'un an.
- Absence du justificatif de vérification des installations électriques de moins d'un an.
- Absence de détection incendie au niveau du local de stockage des produits chimiques et absence de justificatif de la vérification du dispositif de détection en place.
- Absence de justificatif du volume lié à la rétention de la zone de chargement/déchargement et méconnaissance sur son utilisation.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du code de l'environnement.

Considérant les actions engagées ou prévues, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant et les résultats des actions correctives guideront la décision pour le moment suspendue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 1.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : - Rubrique 1111.2.b : emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 20 t, soit 2,2 t : Régime de l'autorisation - Rubrique 1111.1.c : emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques solides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieur à 1 t, soit 325 kg : Régime de la déclaration.
Constats :

L'exploitant a communiqué un bilan de classement en amont de l'inspection par courriel en date du 24 septembre 2025.

Il s'agit du bilan de classement réalisé par un bureau d'études en réponse au rapport d'inspection du 10 septembre 2018 sollicitant notamment le positionnement de l'exploitant suite à la suppression des rubriques 1*** au profit de nouvelles rubriques 4***.

Le classement de l'exploitant est le suivant :

- Rubrique 4110-2 : Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés : 2,2 tonnes
- Rubrique 4110-1 : Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés : 325 kg.
- Rubrique 4130 : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation : 1,55 tonnes.
- Rubrique 4140-2 : Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) [...] : 2,5 tonnes.

L'état des stocks présents sur le site au 30 septembre 2025 ainsi que les constats sur le terrain ont permis de confirmer que les quantités autorisées n'étaient pas dépassées le jour de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stockage substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux

Prescription contrôlée :

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats :

L'exploitant a présenté son état des stocks au 30 septembre 2025.

Les quantités présentes étaient les suivantes :

- Rubrique 4110-2 : 125 kg
- Rubrique 4510 : 40 kg (bien en deçà du seuil de classement en déclaration fixé à 20 tonnes).
- Rubrique 4511 : 170 kg (bien en deçà du seuil de classement en déclaration fixé à 100 tonnes).

Les quantités de produits varient en fonction des livraisons à réaliser auprès des différents clients. L'exploitant indique donc réaliser son état des stocks à chaque mouvement de produits.

L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des stockages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à l'inspection, dans un délai de 3 mois, un plan général de ses stockages et des zones à risques au sein de son installation (qui pourra être intégré au plan d'intervention - cf point de contrôle n°4).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les fiches de données de sécurité (FDS) de l'ensemble des produits présents sur son site le jour de la visite.</p> <p>Les FDS sont toutes récentes.</p> <p>L'entreprise H.E. FINISHING étant le producteur/fournisseur des produits, les FDS sont réalisées par l'exploitant lui-même. Il indique utiliser pour cela un programme informatique spécifique (ChemGes).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; - de deux appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé

d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum , les distances étant mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

- Aucun personnel ne travaille sur le site. Le seul moyen d'alerte des secours est le système de détection incendie (cf point de contrôle n° 6).
- L'exploitant dispose de plans d'intervention pour les secours affichés à chaque étage du bâtiment. Ces plans sont toutefois incomplets pour être utiles aux secours :
 - ils ne mettent pas avant la présence de produits chimiques au sous-sol et se limitent au bâtiment.
 - ils ne comprennent pas la localisation des poteaux incendie ou des vannes/barrières de confinement des eaux d'extinction.
- L'exploitant n'a pas su présenter de plan permettant de localiser les poteaux assurant la défense extérieure contre l'incendie du site. Un poteau a été constaté rue de Goule mais le second n'est pas connu de l'exploitant. De plus, l'exploitant ne sait pas si les débits miniums de ces poteaux sont assurés. Il conviendra que l'exploitant matérialise sur un plan la localisation des poteaux assurant la défense extérieure de son site contre l'incendie et dispose des justificatifs des débits de ces poteaux.
- Des extincteurs sont présents à tous les étages du bâtiment et notamment au niveau du sous-sol où sont stockés les produits. L'exploitant n'a pas su présenter le justificatif de vérification des extincteurs. D'après les étiquettes présentes sur les extincteurs, la dernière vérification date de juin 2024. L'exploitant veillera à faire réaliser le contrôle périodique de ses extincteurs en 2025 et bien réaliser cette vérification annuellement à l'avenir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant communiquera à l'inspection les justificatifs suivants :

- Plan d'intervention mis à jour avec la localisation des stockages de produits chimiques, la localisation des poteaux incendie, la localisation de la barrière de confinement des eaux d'extinction et de la vanne d'obturation de la zone de chargement.
- Justificatif des débits des deux poteaux incendie.

- Justificatif de la vérification périodique des extincteurs pour 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.3.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des Installations Classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

[...]

Constats :

L'exploitant indique que ses installations électriques ont été vérifiées récemment mais ne dispose pas des justificatifs.

Il a présenté le dernier compte-rendu de vérification de ses installations qui date de 2018 (Q18 : absence de risque incendie).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à l'inspection, dans un délai de 3 mois, le dernier compte-rendu de vérification de ses installations électriques (la vérification est à réaliser annuellement d'après l'arrêté du 10/10/2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection incendie. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur

<p>fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests donc les comptes rendus sont tenus à la dispositions de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas su présenter de justificatif relatif à la maintenance et vérification de son système de détection incendie. Il indique disposer d'un système de détection des fumées relié à une centrale de surveillance.</p> <p>Lors de la visite sur le terrain, il a été constaté la présence de détecteurs de fumées au rez-de-chaussée et au premier étage du bâtiment (étages vides). Toutefois, il n'a pas été constaté de détection au niveau du sous-sol, étage où sont stockés les produits chimique et donc seul local technique à protéger.</p> <p>Il n'y a pas de personnel sur le site donc cette détection incendie est primordiale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place, dans un délai de 3 mois, un système de détection incendie asservi au système de surveillance incendie au niveau du local de stockage des produits chimiques. Il communiquera à l'inspection le justificatif de mise en place de ce dispositif, le compte-rendu de vérification ainsi que le plan de localisation des dispositifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 7 : Rétentions et confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.4.1.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à

800 l.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, les produits présents sur le site étaient entreposés dans des rétentions en béton. Les produits étaient séparés dans deux rétentions différentes en fonction des incompatibilités (acides / cyanurés).</p> <p>L'exploitant indique que le personnel qui décharge les produits et le même que celui qui travaille sur son site en Suisse (une quinzaine de salariés), qu'ils sont tous formés au risque chimique et notamment à l'ADR. Il indique préférer travailler avec son personnel et non des transporteurs extérieurs pour mieux gérer la manipulation des produits ce qui permet de prévenir les risques d'incompatibilités.</p> <p>Le volume de ces rétentions était suffisant par rapport au volume de produits entreposés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>l'exploitant formalise un document indiquant les incompatibilités de stockage dans une même rétention des produits chimiques et le tient à disposition de l'inspecteur des installations classées (idéalement sous la forme d'une "matrice d'incompatibilité").</p> <p>Ce document est affiché au sein du local de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Sols des aires et locaux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.4.1.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>La cuve tampon associées à la station de traitement des eaux de rinçage comporte au sein de sa rétention d'un dispositif déclencheur d'alarme à deux niveaux de contrôle.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>En particulier, la zone de livraison de produits chimiques au sous sol par camion depuis l'entrée sud dispose d'un volume de rétention de 2 m3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le sol des locaux de stockage des produits est imperméable (béton recouvert de carrelage).</p> <p>La station de traitement des eaux de rinçage et sa cuve tampon n'ont jamais été installées.</p>

<p>L'aire de chargement et de déchargement des produits située au niveau du sous-sol est bétonnée. Elle est sur une rétention constituée de bordures en béton. Une évacuation est présente au sein de cette zone. L'exploitant indique que cette évacuation mène à une cuve de rétention, toutefois il n'a pas d'informations supplémentaires sur la localisation de cette rétention, les modalités de pompage ni son volume.</p> <p>Le dossier d'autorisation de l'exploitant précise que « les livraisons de produits chimiques se feront au sous-sol, par camion, depuis l'entrée Sud (zone sécurisée pour une retenue de 2 m³ avec vanne d'obturation).</p> <p>L'exploitant devra justifier ce volume de rétention (plan avec surface, hauteurs bordures, pentes). De plus, il conviendra de localiser la vanne de confinement sur le plan d'intervention des secours et de la matérialiser physiquement à l'aide d'un affichage sur site. Il conviendra également de s'interroger sur la nécessité d'utiliser un outil pour l'actionner et de mettre cet outil à disposition à proximité avec une procédure de mise en œuvre.</p> <p>La vanne de confinement ainsi que la barrière de confinement du bâtiment sont à tester régulièrement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra dans un délai de 3 mois les justificatifs de volume liés à la rétention de la zone de chargement/déchargement, matérialisera la vanne de confinement de cette zone sur le plan d'intervention et mettra en place un affichage adapté et une procédure dédiée (justificatifs par transmission de photos).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Confinement des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.4.1.V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le confinement peut être constituée par la mise en place d'une barrière automatique au niveau de la porte du sous sol. Le volume à confiner est de 250 m3.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite il a été constaté la présence de la barrière de confinement des eaux d'extinction au niveau de la porte du local de stockage des produits chimique.
L'exploitant veillera toutefois à tester cette barrière régulièrement afin de s'assurer de son bon fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite